

Plus de 140 femmes exploitées. Faut-il renforcer la loi?

Traite d’êtres humains Le National veut redéfinir l’infraction et revoir les peines. Pas sûr que ça passe. Un sénateur préférerait donner plus de moyens aux polices.

Delphine Gasche Berne

L’affaire a fait peu de bruit en Suisse romande. Et pourtant, elle a une ampleur assez inédite. La police bernoise a annoncé lundi avoir démantelé un vaste réseau de traite d’êtres humains. Plus de 140 victimes ont été identifiées. Toutes sont des femmes chinoises, attirées par de fausses promesses. Une fois arrivées en Suisse, elles sont cantonnées dans des appartements privés ou des Airbnb. Elles ont été contraintes d’y faire des passes et n’ont pu conserver que la moitié de leurs revenus.

Cinq personnes sont suspectées d’avoir organisé ce réseau, actif dans plusieurs cantons. Peu d’informations ont filtré à leur sujet. On ne sait même pas s’il s’agit d’hommes ou de femmes. Un seul élément est certain: ils se sont constitué un petit pactole. En un seul mois, leur chiffre d’affaires s’est élevé à plus de 100’000 francs, a précisé Reto Waldmeier, chef de la section des recherches spéciales de la police judiciaire bernoise.

Modifier la législation?

Plusieurs réseaux de traite d’êtres humains ont déjà été démantelés en Suisse. Mais rarement d’une telle envergure. Annatina Schultz, avocate générale et spécialiste de la question, se souvient seulement d’un autre cas à Bienne. Plus de 80 victimes thaïlandaises avaient alors été identifiées. Face à la multiplication des cas et leur ampleur, ne faudrait-il pas renforcer la loi? C’est la conclusion à laquelle est parvenu le National. En mars, il a accepté six motions identiques – déposées par un membre de chaque groupe – qui demandent de redéfinir l’infraction de traite d’être humains et de revoir la peine associée.

«À l’époque, le parlement a choisi une définition ultragénérale, explique Raphaël Mahaim (Verts/VD), un des motionnaires. On pensait que l’infraction ne serait jamais appliquée ou très rarement. Or les formulations trop ouvertes sont extrêmement dures à interpréter. Les juges ne peuvent faire autrement que de placer la barre très haut en termes de gravité des faits.»

Et l’avocat de donner l’exemple de la riche famille



Plus de 140 femmes chinoises ont été exploitées dans des appartements du pays. La politique suisse peine à agir contre la traite d’êtres humains.

mille indienne Hinduja. Leurs domestiques devaient travailler entre 12 et 18 heures par jour pour 325 francs par mois dans leur résidence de Cognac, à Genève. Privés de passeport, ils ne pouvaient rentrer qu’une fois par an en Inde et vivaient entassés dans des chambres sans fenêtre. «Les membres de la famille ont été condamnés pour usure, mais pas pour traite d’êtres humains.»

Pour le Vaudois, le besoin de réforme est criant pour pouvoir mieux lutter contre le phénomène. Il faudrait revoir les peines, en introduisant par exemple des peines plancher pour certaines situations, et mieux définir l’exploitation du travail comme but de la traite des êtres humains. Des aspects très concrets pourraient être abordés, comme la question de la tarification, du consentement des travailleurs et travailleuses, de leur autonomie et de leurs

«Quand une femme doit reverser la moitié de son salaire ou lorsqu’elle travaille sous la contrainte sans aucune autonomie, il y a clairement une exploitation.»

Raphaël Mahaim
Député (Verts/VD) et motionnaire

conditions de travail. «Avec nos motions, on ne veut pas remettre en cause la prostitution. Elle reste légale, précise le député. Mais quand une femme doit

reverser la moitié de son salaire ou lorsqu’elle travaille sous la contrainte sans aucune autonomie, comme c’est le cas dans le réseau bernois, il y a clairement une exploitation.»

Renforcer la police

Si les textes sont passés comme une lettre à la poste au National, ils pourraient trébucher au Conseil des États. La Chambre des cantons est généralement plus conservatrice. «Modifier la législation pour qu’elle réponde à chaque situation spécifique est inutile, confirme le sénateur Mauro Poggia (MCG/GE). Les infractions pénales actuelles sont suffisantes. Dans l’affaire bernoise, on voit bien que les victimes n’étaient pas ici de leur plein gré et qu’elles n’avaient certainement pas d’autorisation de travail. Le cumul de ces infractions permet déjà aux juges d’aggraver les peines pour les

têtes pensantes, afin de dissuader ce genre de comportement.»

Le problème de la traite d’êtres humains réside bien plus dans les moyens limités des forces de police, estime le Genevois. «Rien qu’une filature demande des ressources importantes, notamment en termes de personnel. Les policiers doivent pouvoir mener à bien leur enquête sur le terrain et pas seulement derrière leurs ordinateurs.» Autre lacune: le manque de coordination entre les différents services cantonaux et fédéraux et leurs homologues internationaux. «Il faut s’atteler à cette question rapidement, car ces crimes ne connaissent pas de frontières.»

Aussi bien la question de la définition de l’infraction que celle de la coordination des polices ont également été relevées par la police bernoise, lors de son point de presse. Reste à voir si la volonté politique suivra.

Ce week-end, le soleil se montrera timidement

Météo du week-end Après une semaine riche en pluies avec des précipitations importantes et de forts orages, cette fin de semaine s’annonce un peu plus sèche en Suisse romande. Vendredi, la température a grimpé jusqu’à 16 degrés à Lausanne, 17 à Genève, 15 à Neuchâtel et 18 à Sion, selon MeteoNews.

La journée de samedi devrait être la plus belle du week-end. La journée sera globalement ensoleillée: entre 8 et 18 degrés à Lausanne, entre 7 et 19 à Genève, entre 7 et 18 du côté de Neuchâtel, et enfin, de 7 à 21 à Sion. Dimanche, le soleil sera plus discret, avec un temps «seulement en partie ensoleillé», précise MeteoNews. Le mercure grimpera tout de même jusqu’à 19 degrés à Lausanne, tout comme à Neuchâtel. Du côté de Genève et Sion, on peut s’attendre à 21 degrés.

Le début de la semaine prochaine s’annonce plus changeant, «avec des averses isolées». Lundi, les températures se situeront entre 13 et 19 degrés à Lausanne et 13 et 18 à Neuchâtel. Il fera légèrement plus chaud du côté de Genève, où la minimale se situera à 13 degrés et la maximale à 21 degrés. À Sion, on attend entre 11 et 21 degrés.

La journée de mardi pourrait être un peu plus douce, avec jusqu’à 20 degrés pour Lausanne et Neuchâtel. À Genève et Sion, on pourra peut-être sortir les t-shirts, avec un mercure qui pourrait atteindre les 22 degrés. (LSC)

Valais: menace d’éboulement

Glacier de Blatten Le mouvement du glacier dans la région de Blatten (VS), dans le Lötschental, s’est à nouveau accéléré entre jeudi et vendredi. Cela comporte le risque que des parties du glacier tombent dans la vallée et déclenchent des laves torrentielles. Le mouvement du glacier est actuellement d’environ 2 mètres par jour, a indiqué vendredi le chef d’information suppléant de l’état-major de conduite régional, Jonas Jeitziner. Jeudi, l’avancée était de 1,5 mètre, contre environ 0,8 à 1 mètre mercredi. Jusqu’ici, il n’y a pas eu de rupture du glacier, a précisé Jonas Jeitziner. Cinq vols de reconnaissance ont eu lieu vendredi matin. Deux avec des géologues et des glaciologues, un pour élaborer un modèle de terrain et les deux derniers avec des représentants des médias. Avec ces vols, les experts espèrent avoir une meilleure image de la zone d’éboulement. (ATS)

L’Azerbaïdjan soupçonnée de cyberattaques contre l’Église protestante

Piratage Depuis l’annonce d’une conférence sur l’héritage arménien, son site internet est confronté à une vague d’attaques de bots.

La situation est sans précédent pour l’Église évangélique réformée de Suisse (EERS), faîtière protestante du pays. Elle fait face depuis près d’un mois à une vague de cyberattaques troublante. «Depuis la publication de l’annonce de notre conférence sur la préservation du patrimoine arménien le 27 avril, nous observons une vague massive d’attaques par bots, soit jusqu’à 50’000 tentatives d’accès automatisés par jour, témoigne Stephan Jütte, son directeur de la communi-

cation. C’est inédit pour nous, tant dans la forme que dans l’intensité.»

Les 27 et 28 mai aura en effet lieu à Berne une importante conférence sur la protection du patrimoine culturel et religieux arménien dans le Haut-Karabakh, ainsi que sur la situation actuelle de la centaine de milliers de personnes déplacées. Pour rappel, l’offensive de l’Azerbaïdjan en septembre 2023 sur ce territoire a mené à la dissolution de la république arménienne autoproclamée

du Haut-Karabakh en janvier 2024. Une situation politique hautement sensible, dont l’EERS ressent aujourd’hui directement les effets. Plus précisément, «des attaques prennent la forme de remplissages automatisés de nos formulaires en ligne, explique Stephan Jütte. Elles visent à saturer notre infrastructure.»

Les attaques ayant commencé «directement après la mise en ligne de cette communication», les doutes se tournent naturelle-

ment vers l’Azerbaïdjan. Un employé confirme qu’à l’interne, les suspicions abondent dans ce sens. «Nous ne connaissons pas l’origine exacte des attaques. Le lien avec la thématique de la conférence est une hypothèse plausible, mais non prouvée», formule d’abord le communicant. Qui admet que «la coïncidence temporelle avec l’annonce publique de la conférence suggère une réaction ciblée.»

En effet, si l’anomalie sur les serveurs informatiques a été re-

pérée et signalée aux responsables de l’EERS par les informaticiens, ceux-ci avaient déjà été avertis par leurs collègues du Conseil œcuménique des Églises (COE), coorganisateur de l’événement et habitué à ce genre d’attaques. «Depuis 2016, nous sommes constamment attaqués par divers groupes sur les canaux numériques. Surtout quand il s’agit d’Israël et de la Palestine, de l’Ukraine et de la Russie, de la Papouasie occidentale, de l’Arménie et de la Colombie», confirme Ma-

rianne Ejdersten, directrice de la communication au COE.

Pour faire face aux attaques actuelles, l’EERS a renforcé ses mesures de sécurité. L’EERS craint-elle d’autres mises en danger en lien avec cet événement? «Nous prenons les risques au sérieux et avons mis en place des mesures avec nos partenaires. La conférence se tiendra comme prévu.»

Anne-Sylvie Sprenger
Protestinfo